

Unité Départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud - CS 16326
44263 NANTES
Mél : ud44.dreal-pays-loire@developpement-durable.gouv.fr

Nantes, le 29/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/07/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES GSM

3 rue du Charron
CS 90412
44804 Saint - Herblain cedex

Références : N1-2022-768-RapportInspection
Code AIOT : 0006300107

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/07/2022 dans l'établissement CARRIERES GSM implanté La Pointe des Chemins Rouans 44640 ROUANS. L'inspection a été annoncée le 19/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES GSM
- La Pointe des Chemins Rouans 44640 ROUANS
- Code AIOT : 0006300107
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La carrière de « La Pointe des Chemins » exploitée par la société GSM, est une carrière de roches massives (gneiss) autorisée par arrêté préfectoral du 4 juillet 2001 pour une durée de 30 ans.

Cet arrêté autorise une production annuelle moyenne de 600 000 tonnes et une production maximale de 830 000 tonnes.

Les installations qui ont fait l'objet d'un contrôle sont : les installations de traitement des matériaux (à l'arrêt), les merlons périphériques (vues externes des merlons Nord, Ouest et Est par la piste externe), les bassins de décantation des eaux d'exhaure et la zone affectée par le tir du 07/12/2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- émissions dans l'environnement ;
- suites de l'inspection précédente ;
- tirs de mines ;
- action nationale 2022 : déchets d'extraction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	N°1 : suite VI du 31/01/2019 : Prévention des émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.1	Sans objet
2	N°2 : suite VI du 31/01/2019 : Plan de surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5	Sans objet
6	N°6 : Bilan de la surveillance des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9	Sans objet
16	N°16 : Suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	N°3 : suite VI du 31/01/2019 : Relevés météorologiques	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.8	Sans objet
4	N°4 : Périodicité de la surveillance des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6	Sans objet
5	N°5 : Résultats de la surveillance des émissions de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	Sans objet
7	N°7 : Production de la carrière	Arrêté Ministériel du 04/07/2011, article 5.3	Sans objet
8	N°8 : Plans de carrières à ciel ouvert	Arrêté Préfectoral du 04/07/2001, article 13	Sans objet
9	N°9 : Auto surveillance des vibrations	Arrêté Préfectoral du 04/07/2011, article 9.2	Sans objet
10	N°10 : Niveaux de vibrations pendant les tirs de mines	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 22.2.I	Sans objet
11	N°11 : archivage des données sur les tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 04/07/2011, article 9.3	Sans objet
12	N°12 : Surveillance des rejets d'eaux d'exhaure	Arrêté Préfectoral du 04/07/2011, article 10.3.2	Sans objet
13	N° 13 : Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 04/07/2001, article 8.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
14	N°14 : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I	Sans objet
15	N° 15 : Stockage des déchets d'extraction inertes	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi des émissions sonores, des rejets aqueux et des retombées de poussières est correctement effectué. Des mises à jour doivent être apportées à certains documents.

La zone affectée par le tir du 07/10/2021 a été sécurisée selon les recommandations du rapport n°114142 du 25 novembre 2021- avis géologique suite à des désordres survenus dans la partie Nord-ouest de la carrière - par ANTEA GROUP.

L'exploitant doit maintenir sa vigilance dans le suivi et l'entretien des dispositifs de réduction des émissions de poussières.

L'exploitant doit préciser si le dispositif de lavage des roues produit des déchets. Ces déchets sont alors considérés comme des déchets d'extraction et doivent être intégrés au plan de gestion des déchets inertes.

2-4) Fiches de constats

N°1 : suite VI du 31/01/2019 : Prévention des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des émissions atmosphériques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour que l'installation ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité.</p> <p>Des dispositions particulières sont mises en œuvre par l'exploitant, tant au niveau de la conception et de la construction que de l'exploitation de l'installation de manière à limiter les émissions de poussières.</p> <p>Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement de l'installation sont aussi complets et efficaces que possible.</p> <p>La conception de l'installation prend en compte l'exécution des opérations de nettoyage et de maintenance dans les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité pour les opérateurs.</p> <p>En fonction de la granulométrie des produits minéraux, les postes de chargement et de déchargement sont équipés de dispositifs permettant de réduire les émissions de poussières dans l'atmosphère.</p> <p>Les dispositifs de réduction des émissions de poussières sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : Constat du 31/01/2019 :</p> <p>Une fiche de vérification des protections collectives liées à l'empoussiérage a été mise en place. Cependant, cette fiche appelle les observations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date précise et la personne chargée des vérifications des dispositifs ne sont pas reportées sur la fiche,

- la personne chargée en interne d'effectuer les travaux de réparation n'est pas indiquée sur le plan d'actions de la fiche,
- lors du contrôle de janvier 2019, la vérification de certains dispositifs n'a pas fait l'objet d'une traçabilité sur le schéma des installations de la fiche (exemples : brumisation des extracteurs 1 à 3, brumisation des tapis T6 et T7),
- le système de brumisation du crible primaire (CR1) n'est pas mentionné sur le schéma des installations de la fiche,
- il conviendrait de différencier les fiches de vérification trimestrielles de celles dédiées aux travaux de réparation faisant suite à une ronde de surveillance.

Réponse de l'exploitant :

A compter de Mars 2019, la fiche de vérification des protections collectives liées à l'empoussiérage (jointe en annexe à la présente) a été complétée par les informations suivantes :

- les dates des vérifications des dispositifs (sur le schéma des installations);
- désignation de la personne chargée des vérifications des dispositifs (sur le schéma des installations);
- désignation de la personne chargée en interne d'effectuer les travaux de réparation sur le plan d'actions (colonne « responsable » sur le plan d'action) ;
- le système de brumisation du crible primaire (CR1) est mentionné sur le schéma des installations de la fiche ; ont également été ajoutés les dispositifs d'arrosages sur les tapis T2,T8, T15, T17 et T23, mis en place récemment ;
- la colonne « observation » du plan d'action précise dorénavant si les réparations ont été effectuées suite à une vérification trimestrielle ou à l'occasion d'une ronde de surveillance.

Enfin, l'ensemble des vérifications des dispositifs contrôlés sera acté sur le schéma des installations de la fiche.

Constat du 08/07/2022 :

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté la dernière fiche de vérification des protections collectives liées à l'empoussiérage effectuée le 09/03/2022 (installations) et le 10/03/2022 (pistes), ainsi que le plan d'action pour la remise en état des systèmes. La remise en état et l'entretien des systèmes sont effectués par la société HOUSSAIS.

La fiche de vérification ne permet pas de savoir si tous les équipements ont été vérifiés (absence de l'indication de fonctionnement ou non fonctionnement). D'après les éléments communiqués certains des équipements n'ont pas encore été remis en état. L'exploitant a présenté les bons de commandes auprès de la société HOUSSAIS pour la remise en état.

L'exploitant doit veiller à assurer un contrôle (fréquence trimestrielle), un entretien régulier et une remise en état rapide des dispositifs de réduction des émissions de poussières.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N°2 : suite VI du 31/01/2019 : Plan de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions de poussières
Prescription contrôlée : Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre. Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Pour les exploitations de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa, implantées sur un site nouveau, une première campagne de mesures effectuée dans le cadre de l'étude d'impact avant le début effectif des travaux, permet d'évaluer l'état initial des retombées des poussières en limite du site.
Constats : Constat du 31/01/2019 : Le plan de surveillance établi en octobre 2017 mentionne la localisation des stations de mesures. Néanmoins, il a été constaté que le point témoin a1 est placé sous les vents dominants lors de certaines campagnes de mesures donnant ainsi des teneurs supérieures à celles obtenues au niveau des points (b2 à b4) situés à proximité des habitations sous les vents dominants. Réponse de l'exploitant : Cependant, comme relevé dans la remarque n° 2, les teneurs mesurées au 1er et au 3ème trimestre à la station témoin (a1) dépassent certaines des teneurs mesurées sur les points de suivis (respectivement de 84 à 100 mg/m ² /j et 45 à 57 mg/m ² /j). En effet, lors de ces deux campagnes trimestrielles, la station a1 a pu se trouver ponctuellement sous les vents dominants. Par ailleurs, les teneurs mesurées en ce point ont pu être affectées par les travaux réalisés pour la déviation de Vue en 2018. En conséquence, la station témoin sera déplacée au lieu-dit « la Roustière » telle que figurée sur la carte ci-après. Constat du 08/07/2022 : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le plan de surveillance des émissions de poussières. Celui-ci n'a pas été mis à jour suite au déplacement du point a1 au lieu-dit « la Roustière ».
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°3 : suite VI du 31/01/2019 : Relevés météorologiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.8
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions de poussières
Prescription contrôlée : Pour les installations de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa du paragraphe 19.5 du présent arrêté, la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum. La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques. Toutefois, pour les carrières dont la surface n'est pas entièrement située sur le territoire d'une commune couverte par un plan de protection de l'atmosphère, la mise en œuvre d'une station météorologique sur site peut être remplacée par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière exploitée par un fournisseur de services météorologiques.

Constats : Constat du 31/01/2019 :

La carrière ne se situe pas dans le périmètre d'un plan de protection de l'atmosphère.
L'exploitant a utilisé des données météorologiques corrigées fournies par une société extérieure.

La représentativité des données météorologiques utilisées par rapport aux conditions météorologiques de la carrière n'est pas démontrée.

Réponse de l'exploitant :

La carrière de Rouans n'est pas couverte par un plan de protection de l'atmosphère. Comme l'autorise l'arrêté ministériel du 22 janvier 1994, la mise en oeuvre d'une station météorologique sur site a été remplacée par l'abonnement à des données corrigées et exploitées par un fournisseur de services météorologiques, la société NUMTECH.

NUMTECH a ainsi utilisé dans son modèle des données horaires corrigées qui tiennent compte du relief, de l'occupation des sols moyenne et caractéristique d'une maille de calcul de 3 km, et de la distance à la station.

Nous joignons à la présente une note méthodologique relative à la mise en place du suivi des poussières par jauges qui comporte notamment l'analyse de la représentativité des données fournies par NUMTECH. La conclusion de cette note est la suivante :

La qualité globale des historiques fournis en regard du contexte réglementaire (...) est donc jugée tout à fait acceptable pour :

- estimer le transport et la dilution des polluants émis à l'atmosphère par des installations de carrière ;
- identifier les zones géographiques où l'impact desdits sites pourrait être maximal ;
- identifier les zones qui a contrario, pourraient être moins voire pas exposées auxdits rejets ;
- justifier le plan de surveillance à mettre en place pour les installations étudiées.

Constat du 08/07/2022 :

Le site n'est pas situé sur l'emprise d'une commune couverte par un plan de protection de l'atmosphère. La réponse de l'exploitant n'appelle pas de commentaires.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N°4 : Périodicité de la surveillance des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions de poussières

Prescription contrôlée :

Le plan de surveillance comprend :

- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;
- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;
- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).

Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.

Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

Constats : Les résultats des mesures de retombées de poussières réalisées dans le cadre de la surveillance sont transmises lors de la déclaration annuelle par GEREP.

La lecture des résultats fait apparaître qu'à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur de 500 mg/m ² /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées aux points b1, b2, b3 et b4 du plan de surveillance.
La périodicité de surveillance peut donc être semestrielle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°5 : Résultats de la surveillance des émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions de poussières
Prescription contrôlée : Elles sont exprimées en mg/m ² /jour. L'objectif à atteindre est de 500 mg/m ² /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.
Constats : Préalablement à l'inspection les résultats des mesures de retombées de poussières réalisées dans le cadre de la surveillance ont été consultés sur GERE.
La lecture des résultats ne fait pas apparaître de résultats supérieurs à la valeur de 500 mg/m ² /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées au point b1, b2, b3 et b4 du plan de surveillance.
Observations : Des écarts importants sont cependant constatés au point b1 par rapport au point témoin a1 pour les quatre campagnes réalisées en 2020 et 2021. L'exploitant indique que ce point est également commun à un point situé en limite de carrière ce qui explique cet écart important.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°6 : Bilan de la surveillance des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des retombées de poussières
Prescription contrôlée : Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées. Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.
Constats : Les résultats des mesures de retombées de poussières réalisées dans le cadre de la surveillance sont transmises lors de la déclaration annuelle par GERE.
Cependant, les valeurs mesurées ne sont pas commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation.
Observations : Le module GERE dispose de zones où il est possible de laisser des commentaires.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°7 : Production de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/07/2011, article 5.3
Thème(s) : Situation administrative, Conduite de l'exploitation
Prescription contrôlée : La production annuelle maximale sera limitée selon le calendrier suivant : [...] - au delà de 2006 : 830 000 tonnes, sous réserve que l'aménagement de la desserte routière soit réalisée. La production pourra être augmentée jusqu'à 1 MT sur trois années en cas de chantiers exceptionnels.
Constats : Les données transmises par GEREPA sur les productions de granulats font ressortir les données suivantes : 2019 : 241 kt 2020 : 302 kt 2021 : 350 kt
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°8 : Plans de carrières à ciel ouvert

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2001, article 13
Thème(s) : Situation administrative, Plans
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan d'exploitation, à une échelle au moins aussi précise que le 1/1 000 ème, orienté, comprenant un maillage selon le système Lambert, indiquant : -le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ainsi que la dénomination actualisée des parcelles cadastrales concernées et riveraines, -les limites de sécurité réglementaires et périmètres de protection, -les bords de la fouille, -l'emplacement exact du bornage (dont celui issu d'arpentage des limites non parcellaires) -la position des dispositifs de clôture, -l'étendue des zones décapées et les emplacements de stockage des terres de découverte, -l'étendue des zones où l'exploitation est définitivement arrêtée, celles en eau, celles remblayées et celles réaménagées à leur état définitif, -les voies d'accès, ainsi que les chemins internes et menant à la carrière, -les éventuels puits, piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière. Ce plan sera mis à jour au moins tous les ans. Un exemplaire réduit sera transmis à la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (D.R.I.R.E.).
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a transmis le dernier plan topographique de la carrière établi à la date du 15 septembre 2021. Le contenu du plan n'appelle pas de commentaire de l'inspection des installations classées. Le point le plus bas de la fosse d'extraction est indiqué à -15.89 mNGF (profondeur autorisée à -39 mNGF).
Observations : L'exploitant transmet un exemplaire papier tous les deux ans à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°9 : Auto surveillance des vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2011, article 9.2
Thème(s) : Risques accidentels, Tirs de mines
Prescription contrôlée : Chaque tir de mine en grande masse fera l'objet d'un enregistrement des vibrations produites dans le massif au moyen d'un analyseur de vibrations équipé d'une bande enregistreuse, (ou de tout autre dispositif équivalent), permettant d'archiver les données suivantes : - vitesses particulières selon les trois axes en amplitude et en fréquence ; - pression acoustique en dB et en Pa.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les résultats de suivi des vibrations pour le sismographe implanté au lieu-dit " Les Béchis ". Il a également été examiné par sondages les documents de tir du 06/07/2022 et du 07/10/2021. A chaque tir, EPC FRANCE, sous traitant de GSM, fait procéder à la pose d'un sismographe à un ou plusieurs emplacements récurrents. Ces sismographes sont également équipés pour mesurer la surpression. Pour les deux tirs examinés celle-ci est inférieure à 125 dB.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°10 : Niveaux de vibrations pendant les tirs de mines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 22.2.I
Thème(s) : Risques accidentels, Tirs de mines
Prescription contrôlée : Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants : [tableau] On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments. Pour les autres constructions, des valeurs limites plus élevées peuvent être fixées par l'arrêté d'autorisation, après étude des effets des vibrations mécaniques sur ces constructions. Le respect de la valeur ci-dessus est vérifié dès les premiers tirs réalisés sur la carrière, puis par campagnes périodiques dont la fréquence est fixée par l'arrêté d'autorisation. En outre, le respect de la valeur limite est assuré dans les constructions existantes à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les résultats de suivi des vibrations pour le sismographe implanté au lieu-dit " Les Béchis " depuis le 01/01/2006 au 31/12/2021. Il a également été examiné par sondages les documents de tir du 06/07/2022 et du 07/10/2021. Les valeurs relevées sont toutes inférieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.
Observations : Pour le hameau " Les Béchis ", sur l'historique des données présenté, les valeurs relevées sont inférieures à 4 mm/s, à l'exception d'un point en 2006 présentant une valeur légèrement supérieure. Sur les 5 dernières années les valeurs sont inférieures à 3 mm/s.
Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N°11 : archivage des données sur les tirs de mines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2011, article 9.3

Thème(s) : Risques accidentels, Tirs de mines

Prescription contrôlée :

Pour chaque tir, l'exploitant remplira une fiche comprenant au minimum les indications suivantes :

- identification de la carrière ;
- date du tir ;
- plan du gisement avec position du front exploité et du point de mesure de vibrations choisi
- descriptif détaillé du tir :
 - . nombre de trous
 - . masse totale d'explosif
 - . Charge unitaire
 - . nature des explosifs
 - . mode d'amorçage
- plan du tir en coupe et vue de dessus ;
- résultat des mesures de vibration : bande enregistreuse fournie par l'analyseur

Cette fiche sera conservée dans un registre spécial archivé par le responsable technique de la carrière et tenue à la disposition du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement.

Constats : Lors de l'inspection, il a été examiné par sondages les documents de tir du 06/07/2022 et du 07/10/2021.

Le contenu des documents n'appelle pas de remarque de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N°12 : Surveillance des rejets d'eaux d'exhaure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2011, article 10.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets d'eaux d'exhaure

Prescription contrôlée :

Les eaux d'exhaure de la carrière, ainsi que les eaux de ruissellement et celles de l'installation de lavage des camions ne pourront être rejetées qu'après avoir subi une neutralisation et une décantation permettant de respecter en valeurs limites suivantes :

- pH entre 5,5 et 8,5
- température : inférieure à 30 C
- MEST < 35 mg/l (norme NFT 90 105)
- DCO sur effluent non décanté < 125 mg/l (norme NFT 90 101)
- Hydrocarbures < 10 mg/l (norme NFT 90 114)

Ces valeurs seront mesurées sur un échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures.

Aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

La modification de couleurs du milieu récepteur mesuré en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

Le rejet s'effectuera à travers un canal permettant la mesure du débit.

Les éléments visés ci-dessus, seront mesurés trimestriellement, les résultats seront archivés par l'exploitant.

La pompe de rejet sera équipée d'un compteur totalisateur de débit.

Constats : L'exploitant a présenté les résultats des analyses trimestrielles des eaux d'exhaure pour les années 2019, 2020 et 2021. Les résultats sont conformes aux valeurs limites d'émissions de l'arrêté préfectoral, à l'exception d'un dépassement du pH le 18 juin 2019 (8,6 pour une valeur limite supérieure de 8,5). Il n'y a pas eu de dépassement depuis.
Observations : Le contrôle réalisé le 28 juin 2021 montre une différence de couleur entre l'amont et l'aval de 105,3 mgPt/l. Cependant ce résultat rend compte d'un éclaircissement de l'eau en aval par rapport à l'amont (129 mgPt/l en amont et 23,7 mgPt/l en aval).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°13 : Niveaux acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2001, article 8.2
Thème(s) : Risques chroniques, Émissions sonores
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les émissions sonores émises par l'installation ne doivent pas être l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles précisées dans le tableau suivant :</p> <p>[tableau]</p> <p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne devra pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dBA pour la période de jour et 60 dBA pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 pour cent de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.</p>
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les résultats du contrôle des émissions sonores du 30/09/2021. Les résultats sont conformes aux valeurs limites d'émissions pour les niveaux de bruits en limite de propriété et les émergences dans les zones à émergence réglementée.
<p>Observations : Bien que respectant les valeurs limites réglementaires, les niveaux d'émergences sont notables car situées au maximum des valeurs limites permises, en particulier pour deux points de mesures : émergence de 5 dB(A) pour " Les Béchis " pour une valeur limite de 5 dB(A) ; émergence de 5 dB(A) pour " La Roustière " pour une valeur limite de 5 dB(A).</p> <p>L'exploitant devra veiller, pour les prochaines mesures, à utiliser la méthode d'expertise.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°14 : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Déchets d'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Constats : L'exploitant indique produire les déchets d'extraction suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - terres végétales de décapage : toutes les terres ont été décapées et ont été réutilisées sous forme de merlons périphériques ou pour l'aménagement du site, - altérites : déchets provenant de l'extraction du front supérieur du gisement : ces stériles sont stockés sous forme de remblais dans la fosse d'extraction, <p>Les dispositions de l'arrêté du 22/09/1994 sur les zones de stockage de déchets d'extraction s'appliquent aux merlons périphériques.</p>
Observations : Les terres végétales et les altérites sont des déchets d'extraction qui ont été produits au début de l'exploitation de la carrière et qui ne sont plus générés actuellement.

L'exploitant doit préciser si le dispositif de lavage des roues génère des boues de curage et, le cas échéant, leur statut inerte ou non inerte et leur devenir (stockées sur site ou élimination/valorisation hors site).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°15 : Stockage des déchets d'extraction inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Déchets d'extraction
<p>Prescription contrôlée : Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes. [...] En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.</p> <p>Constats : Lors de la visite, les merlons de terres végétales mis en place en périphérie du site ont été vus (Nord, Est et Ouest) depuis l'extérieur. Il n'a pas été constaté de problématique liée à l'instabilité des merlons, à l'exception de la zone affaissée lors du tir du 07/10/2021.</p> <p>Cette dernière zone a fait l'objet de travaux de mise en sécurité selon les recommandations du rapport n°114142 du 25 novembre 2021- avis géologique suite à des désordres survenus dans la partie Nord-ouest de la carrière - par ANTEA GROUP. Il a notamment été constaté que la "tête de l'éperon" a été démantelée et que du remblai a été mis en place pour stabiliser les gradins.</p> <p>L'exploitant évalue à environ 35 500 m3 les terres végétales mises en merlons périphériques.</p> <p>Le plan présent page 13 du PGDE ne précise pas l'emplacement des merlons périphériques, considérés comme du stockage de déchets d'extraction.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°16 : Suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Déchets d'extraction
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</p>

<ul style="list-style-type: none"> -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; -en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; -une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ; -les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p>Constats : L'exploitant a établi un plan de gestion des déchets d'extraction dont la dernière version est datée de 2021.</p> <p>L'examen de ce document amène les commentaires suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les différents types de déchets d'extraction sont décrits et les quantités déjà stockées et estimées jusqu'à l'échéance de l'autorisation sont indiquées, - les lieux d'implantation sont précisés, à l'exception des merlons périphériques, - les informations demandées sur le "traitement ultérieur" ne correspondent pas à ce qui est attendu et qui pourraient être des opérations de broyage, chaulage, etc. A priori ce type d'opération n'est pas prévu sur le site, - les impacts éventuels et les moyens de prévention sont indiqués, - les mesures de suivi sont indiquées pour les merlons périphériques, - les modalités d'élimination ou de valorisation sont décrites, - les modalités de remise en état sont décrites et indiquent que les terres végétales seront reprises pour la remise en état du site après l'exploitation
<p>Observations : L'exploitant devra compléter le plan de gestion des déchets d'extraction pour préciser :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le cas échéant, les informations liées à l'exploitation des dispositifs de lavage des roues, - le traitement ultérieur. <p>Comme vu précédemment le plan de situation des zones de stockage des merlons périphériques devra être précisé.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>